



Genève, le 30 septembre 2015

Le Conseil d'Etat

9133-2015

Département fédéral de l'économie, de
la formation et de la recherche - DEFR
Monsieur
Johann N. SCHNEIDER-AMMANN
Conseiller fédéral
Schwanengasse 2
3003 Berne

Concerne : ordonnance sur la formation continue : audition

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le Conseil d'Etat du canton de Genève a pris connaissance du projet d'ordonnance et vous transmet ses observations dans le cadre de la procédure d'audition.

La position de Conseil d'Etat s'exprime après consultation du Groupe pour le développement de la politique de formation continue à des fins professionnelles (GDPFC), rattaché au Conseil interprofessionnel pour la formation (CIF). Ce groupe comporte des représentants de l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC), de l'Office cantonal pour l'emploi (OCE), des partenaires sociaux et des institutions de formation continue de notre canton. Le bureau de l'intégration des étrangers a également été associé à l'examen du projet d'ordonnance.

Le canton de Genève mène depuis plusieurs années une politique très active en matière de qualification et de formation continue des adultes. Il dispose d'une loi cantonale sur la formation continue depuis 2001 et la nouvelle constitution genevoise a institué depuis 2012 un droit à la formation continue pour l'ensemble de ses résidents.

Dans le contexte actuel de pénurie de personnel qualifié, notre canton a mis en place un important dispositif de qualification des adultes en coordination avec les institutions, milieux associatifs et organisations du monde du travail concernés. Un projet pilote est également en cours au niveau de la formation de base des adultes. Différentes recherches montrent qu'entre un tiers et la moitié des adultes à Genève ont des compétences faibles en littératie, numératie et résolution de problèmes. Le développement des formations de base permettant à toute personne d'acquérir les compétences nécessaires pour s'insérer durablement dans la société au niveau économique, politique et social est donc un enjeu particulièrement important pour notre canton.

Nous saluons le fait que la Confédération crée, par le biais de cette ordonnance, la base légale nécessaire pour soutenir financièrement les organisations actives à l'échelle nationale dans le domaine de la formation continue et pour promouvoir l'acquisition et le maintien des compétences de base chez l'adulte.

Si nous approuvons dans les grandes lignes les articles proposés, nous estimons que le projet contient quelques imperfections et lacunes. La définition "d'organisation active dans le

domaine de la formation continue" nécessite d'être précisée. Il manque également à nos yeux des dispositions visant l'encouragement d'un système de certification de la formation continue.

Enfin, nous sommes d'avis que les moyens financiers actuellement prévus sont insuffisants pour mettre en œuvre les objectifs de la loi. Des ressources bien plus conséquentes devront être mises à disposition dans le cadre du message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pour la période 2017-2020, afin qu'un nombre nettement plus élevé d'adultes présentant des lacunes au niveau des compétences de base accèdent à des offres de formation adéquates. De même, il est important que les cantons puissent être mieux soutenus dans leur travail d'information et de sensibilisation, ainsi que dans le développement de nouvelles offres.

Vous trouverez en annexe nos commentaires détaillés concernant les deux sections du projet d'ordonnance.

En vous remerciant de prendre en compte nos observations sur ce sujet, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre considération distinguée.

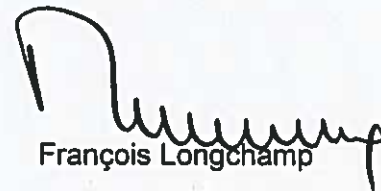
AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Anja Wyden Guelpa

Le président :



François Longchamp



Annexe

Audition relative à l'ordonnance sur la formation continue

Commentaires détaillés

Section 1

Il serait nécessaire de spécifier des critères pour définir plus précisément quelles sont les organisations concernées. Est-ce que cette section s'applique aux organisations faitières économiques ou syndicales ?

La précision apportée dans le chapitre 1.2.1 du rapport explicatif "organisations fournissant dans un premier lieu des prestations pour la formation continue à un niveau supérieur" porte à confusion.

Section 2

Nous approuvons les articles 8, 9 et 10 permettant la conclusion de programmes cantonaux et de conventions, programmes pour mettre en œuvre les objectifs stratégiques définis. Ces objectifs stratégiques devront être élaborés en étroite collaboration avec les cantons, de façon à permettre une coordination des objectifs nationaux et cantonaux.

Concernant le montant des contributions fédérales (article 13), nous estimons qu'il devrait pouvoir atteindre jusqu'à 60% des dépenses des cantons pour un programme cantonal, par analogie au domaine de la formation professionnelle.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les moyens financiers prévus par la Confédération sont largement insuffisants pour mettre en place des programmes cadres avec 26 cantons. Selon les estimations de la Fédération suisse pour la formation continue (FSEA), au moins 6 millions de francs par année seraient nécessaires, soit 24 millions pour une période de 4 ans.